

Contact : 06 71 36 81 48

Communiqué : La Maire de Rennes a tous les pouvoirs pour héberger, nourrir et soigner décentement les 400 réfugiés présents sur notre commune.

Les 400 réfugiés présents sur notre commune -- *déplacés du Parc de Gayeulles vers un squat à Chantepie par les associations humanitaires* -- , sont victimes d'un empilement de lois scélérates anti-immigrés promulguées depuis plus de 40 ans par les gouvernements successifs de la 5eme République, de droite et de "gauche", aggravées par les Directives Européennes (Schengen). Ils sont soumis à la menace constante des rafles policières et des camps de rétention. Au malheur de l'exil, se rajoutent des postures politiques assumées, par la Maire de Rennes et par le Préfet, tous aux ordres de Macron, qui rendent invivable et précaire leur simple présence sur notre commune.

La Maire de Rennes, premier magistrat de notre commune, a les moyens de réquisitionner des locaux et d'organiser un hébergement décent de ces enfants, femmes et hommes dans le malheur -- *chassés de leurs pays par les guerres et la misère dont les gouvernements occidentaux portent la responsabilité, le gouvernement Macron en particulier* --.

Les solutions de charité des associations ne peuvent se substituer aux décisions politiques que pourrait prendre la Maire de Rennes, pour une solution respectueuse des droits humains de ces 400 réfugiés.

C'est contre cette politique indigne et cynique de la majorité municipale, que le POiD appelle à constituer une liste d'unité ouvrière et démocratique aux prochaines élections municipales : **Une majorité municipale qui représenterait véritablement les intérêts ouvriers, républicains et démocratiques, n'aurait pas laissé dehors, une seule nuit, 400 réfugiés sans lit, sans nourriture et sans soins médicaux, sur le territoire de notre commune !...**

Rennes, le 27 septembre 2018.